

Mémoire sur les propositions prébudgétaires de la communauté franco-ontarienne en vue du dépôt du budget 2025 du gouvernement de l'Ontario

*Brief on the Franco-Ontarian Community Pre-Budget Proposals for the
Ontario Government's 2025 Budget Submission*

17 janvier 2025

Recommandation 1 : Que le gouvernement garantisse l'équité salariale entre les fournisseurs de services de santé en français qu'ils proviennent du secteur communautaire, du secteur scolaire ou du secteur hospitalier afin de soutenir et stabiliser le recrutement et la rétention du personnel et donc les services de santé en français.

Recommandation 2 : Que le gouvernement s'appuie sur les 5 recommandations de la 4^e Journée de réflexions sur la santé en français (2024), comme directions stratégiques pour les communautés francophones, et mette en oeuvre des initiatives qui découlent de ces recommandations, en priorisant particulièrement l'accès à des soins primaires interdisciplinaires en français (recommandation 2). (Voir [ce rapport pour les 5 recommandations](#))

Recommandation 3 : Que le gouvernement adopte et mette en oeuvre selon des priorités stratégiques le [Plan d'action provincial pour les soins, l'éducation et la recherche en santé en français](#), soumis par l'Hôpital Montfort au nom des partenaires, en assurant une perspective provinciale et en alignant les choix de projets avec les recommandations stratégiques identifiées à la recommandation 2.

Recommandation 4 a :

Que le gouvernement révise sa formule de financement afin d'accroître le soutien aux conseils scolaires francophones pour le transport scolaire, l'embauche et la rétention d'enseignants, ainsi que les immobilisations (voir mémoires [ACÉPO](#) et [AFOCSC](#)).

Recommandation 4 b :

Que le gouvernement augmente les places en formation des enseignants dans les établissements postsecondaires afin de contrer la pénurie de personnel, facilitant ainsi l'embauche et la rétention d'enseignants certifiés (voir mémoires [ACÉPO](#) et [AFOCSC](#)).

Recommandation 5 : Que le gouvernement de l'Ontario reconnaisse le caractère d'université publique de l'Université de Sudbury et finance cette institution franco-ontarienne vitale pour qu'elle puisse offrir toute sa programmation, composée de 33 programmes, et ce, au début de septembre 2025 avant la célébration du 50^e lever du drapeau franco-ontarien.

Recommandation 6 : Que le gouvernement provincial fournisse un soutien financier supplémentaire aux établissements postsecondaires pour compenser la baisse des revenus et des contributions essentielles associées à la diminution du nombre d'étudiants étrangers, tout en appuyant leur capacité à maintenir une offre éducative de qualité et à répondre aux besoins locaux, notamment dans les communautés francophones.

Recommandation 7 : Que le gouvernement finance la demande de \$3 M du *Théâtre français de Toronto* pour la construction d'une nouvelle salle de théâtre dans le cadre d'un projet à usage mixte.

Recommandation 8 : Que le gouvernement élargisse les opportunités de financement pour les médias francophones communautaires, soit en augmentant les fonds disponibles par le Programme d'appui à la francophonie ontarienne et dédier une partie à ce secteur, soit par un autre volet de financement qui serait adapté aux réalités actuelles des médias.

Recommandation 9 : Que la province sollicite un financement accru auprès du gouvernement fédéral lors des négociations pour le renouvellement de l'annexe francophone de l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration. Ces fonds devraient permettre au Ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences de suivre les recommandations du vérificateur général de l'Ontario sur le Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI), de dépasser la cible actuelle en immigration francophone et de rétablir une cible d'au moins 5 %. Intégrer des considérations sectorielles (santé, éducation, petite enfance) dans les stratégies pour mieux aligner l'immigration francophone avec les besoins régionaux du marché du travail, notamment en facilitant la reconnaissance des acquis des immigrants.

Recommandation 10 : Allouer des fonds pour la création et la mise en œuvre d'évaluations complètes des compétences des professionnels et professionnelles formé-e-s à l'étranger, incluant sans s'y limiter des programmes passerelles courts permettant la reconnaissance rapide des diplômes étrangers et la mise à niveau des compétences dans les secteurs en pénurie, tels que la santé, l'éducation et la petite enfance

English follows

Ottawa, le 17 janvier 2025

Hon. Peter Bethlenfalvy, M.P.P.

Ministre des Finances

Ministère des Finances

Édifice Frost Sud

7, croissant Queen's Park, 7^e étage

Toronto (Ontario) M7A 1Y7

Objet: Mémoire sur les propositions prébudgétaires de la communauté franco-ontarienne en vue du dépôt du budget 2025 du gouvernement de l'Ontario

Monsieur le Ministre,

Au nom de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) et des 795 760 Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens qu'elle représente, je vous remets dix recommandations clés en prévision du prochain budget provincial. Les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens contribuent de manière significative à l'économie de l'Ontario, dans des domaines aussi variés que les affaires, l'éducation, la justice, les arts et la culture, entre autres. Notre engagement demeure de jouer un rôle central dans l'avenir de notre province et de notre pays pour les siècles à venir.

Les recommandations incluses dans ce mémoire reflètent les besoins exprimés par la communauté franco-ontarienne. En juin 2024, nous avons lancé un sondage auquel 177 leaders francophones ont répondu, partageant leurs priorités et préoccupations. Les résultats de ce sondage ont mis en évidence les enjeux partagés avec l'ensemble de la population ontarienne, mais auxquels une perspective francophone s'impose. Nous espérons ainsi vous offrir un survol de ces priorités et de solutions possibles pour mieux servir toutes les personnes qui résident en Ontario.

Dans l'élaboration de ce mémoire, vous lirez des recommandations qui concernent la santé, l'éducation, les centres culturelles, les médias francophones et l'immigration.

L'accès aux services de santé en français

Les répondants à notre sondage, à travers plusieurs questions, ont souligné l'importance d'élargir l'accès aux services de santé en français. Cela inclut les soins primaires, la santé mentale et le traitement des dépendances, les soins de longue durée et les soins à domicile. Il nous faut des investissements ciblés pour améliorer l'offre de ces services. L'AFO vous propose trois recommandations dans ce sens.

Équité salariale

Les organismes communautaires fournissent la majorité des services de santé en français en Ontario, mais leurs employés sont rémunérés en moyenne 20 % de moins que ceux des secteurs scolaire et hospitalier dans des positions équivalentes. De plus, soigner les gens dans la communauté coûte nettement moins cher que dans le milieu hospitalier. L'iniquité salariale engendre de graves difficultés de recrutement et de rétention, poussant de nombreux travailleurs francophones et bilingues vers des postes mieux rémunérés, souvent dépourvus d'offres de services en français.

Pour une communauté déjà confrontée à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, cette situation met directement en péril l'accès à des soins en français, essentiels pour la santé et le bien-être des francophones de l'Ontario. L'équité salariale est indispensable pour protéger et développer les services de santé en français, un pilier pour notre communauté.

Recommandation 1 : Que le gouvernement garantisse l'équité salariale entre les fournisseurs de services de santé en français qu'ils proviennent du secteur communautaire, du secteur scolaire ou du secteur hospitalier afin de soutenir et stabiliser le recrutement et la rétention du personnel et donc les services de santé en français.

Investissement stratégique pour des services de santé en français

Pour assurer une équité d'accès à des services directs de santé en français et garantir aux communautés de langue officielle française en Ontario des opportunités de soins dans la langue de leur choix, il est crucial d'investir de manière stratégique et décisive. Cela permettrait à la communauté francophone de se rapprocher d'une équité d'accès aux soins comparée au reste de la province.

Nous demandons que le gouvernement s'appuie sur les [5 recommandations issues de la 4^e Journée de réflexions sur la santé en français \(2024\)](#), élaborées par 115 leaders du secteur, et qu'il

priorise particulièrement la recommandation 2 : l'accès à des soins primaires interdisciplinaires pour les francophones.

De plus, nous recommandons d'intégrer le [Plan d'action provincial pour les soins, l'éducation et la recherche en santé en français](#), soumis par l'Hôpital Montfort, en adoptant une lentille provinciale pour sélectionner des projets et en alignant ces choix avec les recommandations stratégiques identifiées par le rapport de la 4e journée de réflexion sur la santé en français. Ces initiatives constituent une base solide pour répondre efficacement aux besoins des francophones.

Recommandation 2 : Que le gouvernement s'appuie sur les 5 recommandations de la 4^e Journée de réflexions sur la santé en français (2024), comme directions stratégiques pour les communautés francophones, et mette en oeuvre des initiatives qui découlent de ces recommandations, en priorisant particulièrement l'accès à des soins primaires interdisciplinaires en français (recommandation 2). (Voir [ce rapport pour les 5 recommandations](#))

Recommandation 3 : Que le gouvernement adopte et mette en oeuvre selon des priorités stratégiques le [Plan d'action provincial pour les soins, l'éducation et la recherche en santé en français](#), soumis par l'Hôpital Montfort au nom des partenaires, en assurant une perspective provinciale et en alignant les choix de projets avec les recommandations stratégiques identifiées à la recommandation 2.

L'accès à l'éducation en français

L'éducation en français demeure un pilier crucial dans le maintien du sentiment d'appartenance, le renforcement de la sécurité linguistique et la construction identitaire . En ce qui concerne l'éducation en français, il reste encore des défis importants à relever, entre autres : la pénurie d'enseignants qualifiés, le sous-financement du transport scolaire, la création de nouvelles écoles et le déficit du financement d'entretien, et bien d'autres.

Bien entendu, depuis que le ministère de l'Éducation a révisé la formule de financement pour les conseils scolaires, ceux-ci font face à des besoins criants par rapport à plusieurs aspects. L'AFO a appuyé les conseils scolaires en 2024 en soumettant une lettre au Ministre de l'Éducation, soulignant les lacunes par rapport au transport scolaire. La révision de la formule de financement et le changement dans les critères d'admissibilité au transport, désavantagent

plusieurs familles. Nous vous demandons donc d'investir davantage dans le transport scolaire sans réduire les financements pour les autres besoins en éducation qui ont été mis en évidence dans les mémoires de l'[Association Franco-Ontarienne des Conseils Scolaires Catholiques \(AFOCSC\)](#) et celui de l'[Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario \(ACÉPO\)](#).

Recommandation 4 a :

Que le gouvernement révise sa formule de financement afin d'accroître le soutien aux conseils scolaires francophones pour le transport scolaire, l'embauche et la rétention d'enseignants, ainsi que les immobilisations (voir mémoires [ACÉPO](#) et [AFOCSC](#)).

Recommandation 4 b :

Que le gouvernement augmente les places en formation des enseignants dans les établissements postsecondaires afin de contrer la pénurie de personnel, facilitant ainsi l'embauche et la rétention d'enseignants certifiés (voir mémoires [ACÉPO](#) et [AFOCSC](#)).

Renforcement des institutions postsecondaires francophones

Les établissements postsecondaires de langue française et bilingues de l'Ontario jouent un rôle essentiel dans la formation des apprenant.e.s francophones de notre province. Ils contribuent activement au développement social, culturel, économique et intellectuel de la société franco-ontarienne. Les formations qu'ils offrent permettent de répondre aux besoins du marché du travail et aux obligations découlant de la *Loi sur les services en français* de l'Ontario. En raison des désignations prévues par cette loi ainsi que par la *Loi sur les langues officielles du Canada*, les francophones de l'Ontario ont des attentes claires en matière d'égalité réelle quant à l'offre de programmes et à l'accès à des espaces et infrastructures postsecondaires en français dans la province.

Par ailleurs, ces établissements jouent un rôle clé dans l'appui à l'immigration francophone en contexte minoritaire en formant des étudiant.e.s internationaux.les francophones, qui, par leur présence dans nos collectivités, renforcent la vitalité de l'Ontario français. Toutefois, un sous-financement systémique bien documenté affecte ces établissements de manière disproportionnée, ce qui nuit à leur capacité de répondre aux besoins des communautés qu'ils desservent. L'Ontario doit accorder un financement adéquat et récurrent à ce secteur afin d'assurer la pérennité et l'accessibilité de l'éducation postsecondaire en français.

Université de Sudbury

Dans ce sens, nous recommandons un financement qui permettra à l'Université de Sudbury de mettre en œuvre sa nouvelle programmation en partenariat avec l'Université d'Ottawa en septembre 2025.

La communauté francophone du Nord et de l'ensemble de l'Ontario continue d'exprimer un appui inébranlable envers l'Université de Sudbury (UdeS), exigeant que celle-ci puisse rapidement rétablir son offre de programmes en langue française et honorer ses obligations liées à sa désignation en vertu de la *Loi sur les services en français*. Institution centenaire, l'UdeS a entrepris en 2021 une transformation de sa gouvernance en université de langue française selon le principe de gouvernance du Par et Pour. La communauté franco-ontarienne considère cette université comme la seule institution capable de moderniser l'enseignement universitaire en français dans le Moyen-Nord.

En plus de son envergure historique et de sa position géographique stratégique, l'Université de Sudbury bénéficie d'une désignation partielle en vertu du règlement 398/93. Cette désignation lui impose notamment de fournir des services publics en français, dont des programmes de premier cycle en langue française menant à un baccalauréat ès arts.

Les leaders d'organismes franco-ontariens ont mandaté l'AFO lors de son AGA en octobre 2024, exigeant que l'AFO continue à plaider pour un financement afin de soutenir l'institution dans sa transformation.

Nous demandons que le gouvernement de l'Ontario accorde le financement nécessaire pour l'Université de Sudbury afin de la soutenir dans l'offre de ses 33 programmes et options de programmes - une offre de qui a été élaborée en fonction du marché du travail. Le moment est des plus propices, étant donné que cette institution célébrera sur ses lieux le 50e anniversaire du premier lever du drapeau franco-ontarien.

Recommandation 5 : Que le gouvernement de l'Ontario finance directement l'Université de Sudbury à l'ordre de 7.75 millions de dollars par année à partir de l'exercice budgétaire 2025-2026.

Étudiant.e.s étranger.e.s

L'imposition d'un cap fédéral sur le nombre d'étudiant.e.s étranger.e.s autorisés à étudier en Ontario apporte de grands soucis pour la communauté franco-ontarienne qui accueille un grand nombre de ces étudiant.e.s chaque année. Les établissements postsecondaires, en particulier les collèges et universités dans les régions rurales ou en difficulté financière, dépendent largement des frais de scolarité plus élevés versés par ces étudiant.e.s pour équilibrer leurs budgets. Une réduction du nombre d'étudiant.e.s étranger.e.s admissibles pourrait exacerber les pressions financières de nos institutions, réduisant ainsi leur capacité à maintenir une offre académique diversifiée et des services de qualité. De plus, il y a certainement des effets sur l'économie locale dans les régions (surtout dans le nord) où ces étudiant.e.s jouent un rôle clé en stimulant les entreprises locales.

Les étudiant.e.s étranger.e.s contribuent de manière significative à la vitalité des communautés francophones en Ontario, notamment par leur intégration dans des programmes en langue française, et renforcent la main-d'œuvre bilingue dans des secteurs en pénurie de personnel qualifié. Une diminution de leur présence nuit aux efforts provinciaux visant à pallier la pénurie de main-d'œuvre et à soutenir l'immigration francophone. Pour les communautés francophones, en particulier, cela pourrait constituer un frein à l'atteinte des objectifs d'immigration et au maintien d'une dynamique culturelle essentielle à leur développement.

Recommandation 6 : Que le gouvernement provincial fournisse un soutien financier supplémentaire aux établissements postsecondaires pour compenser la baisse des revenus et des contributions essentielles associées à la diminution du nombre d'étudiants étrangers, tout en appuyant leur capacité à maintenir une offre éducative de qualité et à répondre aux besoins locaux, notamment dans les communautés francophones.

Soutien aux diffuseurs culturels et aux médias francophones

Théâtre français de Toronto

Nos centres culturels constituent un point de rencontre qui nourrissent et renforcent l'identité au sein de toutes les facettes de notre francophonie. Ils permettent de célébrer la richesse de notre langue comme outil de culture, de créativité et d'échange. *Le Théâtre français de Toronto (TfT)* ne

fait pas exception et nous tenons à mettre en avant l'importance de sa demande de financement à la province.

Malgré son succès de presque 60 ans et son envergure en tant que la plus grande compagnie de théâtre francophone hors Québec, ce théâtre ne dispose toujours pas d'un lieu permanent. De plus, les lieux utilisés actuellement pour ses spectacles présentent un futur instable en étant de moins en moins disponibles, et ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. D'autre part, ses espaces bureaux et studio de création devront trouver un nouvel espace d'ici 2030 en vue d'un projet immobilier par le propriétaire actuel.

Pour répondre à ces besoins pressants, le *TfT* envisage la construction d'un édifice permanent, moderne et novateur qui aura des retombées positives pour la communauté. Ce projet ambitieux inclut une salle de spectacle de pointe, une salle de réception et des espaces administratifs, au sein d'un complexe incluant des composantes résidentielles et commerciales qui contribueront au dynamisme du quartier. Situé à proximité d'une ligne de métro et au cœur des zones francophones de Toronto, ce projet assure une accessibilité optimale pour le public et les artistes.

Nous vous encourageons donc à répondre favorablement à la demande du *TfT* en octroyant les fonds demandés, qui comprennent seulement 20% du coût du projet. De plus, la contribution de la province permettrait selon le *TfT* de réduire considérablement voire même éliminer totalement un recours à une hypothèque. Il est important de noter que le *TfT* compte déjà de l'appui financier du gouvernement fédéral en plus d'appuis du secteur privé et espère un financement de la Ville de Toronto. C'est un projet qui démontre une stabilité financière et ayant la capacité de produire des retombées économiques et sociales positives.

Recommandation 7 : Que le gouvernement finance la demande de \$3 M du *Théâtre français de Toronto* pour la construction d'une nouvelle salle de théâtre dans le cadre d'un projet à usage mixte.

Médias francophones communautaires

Les médias francophones communautaires jouent un rôle essentiel dans la vitalité des communautés francophones en Ontario. Ils assurent la diffusion de nouvelles locales, favorisent l'engagement citoyen tout en assurant que le public Franco-Ontarien reste informé et se voit reflété dans les récits qu'ils consomment. Toutefois, ces médias font face à des défis croissants,

notamment un financement insuffisant, la concurrence des plateformes numériques mondiales et des ressources limitées pour innover et s'adapter aux nouvelles réalités médiatiques.

Pour assurer leur pérennité, il est crucial de mettre en place des opportunités de financement élargies et adaptées. Cela pourrait inclure des subventions opérationnelles récurrentes pour soutenir leur fonctionnement de base, des fonds dédiés à la production de contenus innovants et régionaux, ainsi que des programmes pour moderniser leurs infrastructures technologiques. Ces mesures contribueraient à renforcer leur capacité à répondre aux besoins de leurs audiences et à maintenir leur rôle comme vecteurs de cohésion sociale et linguistique.

Un appui financier accru pour les médias communautaires francophones permettrait également de mieux contrer l'érosion de la diversité médiatique et de s'assurer que les francophones ont accès à une information locale pertinente et en français. En soutenant ces médias, le gouvernement démontre encore une fois son engagement envers l'épanouissement des communautés francophones.

Ainsi, nous recommandons l'élargissement des programmes existants, comme le Programme d'appui à la francophonie ontarienne (PAFO), pour inclure des volets spécifiques dédiés aux médias communautaires, et la création de nouvelles initiatives de financement adaptées à leurs défis. En investissant dans ces médias, nous contribuons directement à la vitalité et à la résilience des communautés francophones de l'Ontario. Nous encourageons le ministère des Finances à collaborer avec le ministère des Affaires francophones afin de discerner la meilleure façon de consulter et d'offrir cet appui aux médias francophones.

Recommandation 8 : Que le gouvernement élargisse les opportunités de financement pour les médias francophones communautaires, soit en augmentant les fonds disponibles par le Programme d'appui à la francophonie ontarienne et dédier une partie à ce secteur, soit par un autre volet de financement qui serait adapté aux réalités actuelles des médias.

Immigration francophone et reconnaissance des diplômes

Immigration francophone

Tel que souligné dans notre [État des lieux de la pénurie de main-d'oeuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario](#), l'immigration est une solution importante pour remplir les postes francophones et bilingues, notamment dans la fonction publique, afin d'assurer une meilleure offre de services en français dans la province.

Pour la première fois en 2022, la province a dépassé sa cible en immigration francophone de 5%. Cela nous semblait prometteur et aligné avec les demandes de la communauté francophone pour l'immigration. Cependant, après ne pas avoir atteint sa cible en 2023 la province a décidé de baisser sa cible pour 2024 et nous attendons toujours les résultats du programme en immigration de la province. L'Ontario doit s'assurer que nos immigrant.e.s aient accès aux services d'appui nécessaires pour bien s'intégrer dans nos communautés; elle doit s'assurer de garder son attractivité pour les francophones en veillant à ce que les services en français soient offerts partout dans la province.

Recommandation 9 :Que la province sollicite un financement accru auprès du gouvernement fédéral lors des négociations pour le renouvellement de l'annexe francophone de l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration. Ces fonds devraient permettre au Ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences de suivre les recommandations du vérificateur général de l'Ontario sur le Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI), de dépasser la cible actuelle en immigration francophone et de rétablir une cible d'au moins 5 %.

Intégrer des considérations sectorielles (santé, éducation, petite enfance) dans les stratégies pour mieux aligner l'immigration francophone avec les besoins régionaux du marché du travail, notamment en facilitant la reconnaissance des acquis des immigrants.

Reconnaissance des diplômes étrangers

La pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue dans des secteurs clés tels que la petite enfance, l'éducation et les métiers de la santé représente un défi majeur en Ontario. Face à cette situation, il est essentiel de mettre en œuvre des stratégies favorisant la mise à niveau et la reconnaissance des qualifications des personnes immigrantes titulaires de diplômes étrangers, particulièrement dans les professions réglementées. Ces initiatives permettraient de répondre rapidement aux besoins tout en valorisant les compétences déjà acquises à l'étranger. Soutenir des programmes passerelle courts, comprenant une évaluation réaliste des compétences, permettrait aux personnes candidates de compléter uniquement les modules manquants nécessaires à l'équivalence avec les normes ontariennes. Cela réduirait considérablement les délais et les coûts tout en facilitant une intégration rapide au marché du travail.

Cette approche, en plus d'être économiquement avantageuse, répond également à un enjeu d'équité en permettant à ces professionnels et professionnelles de contribuer pleinement à la

société ontarienne sans devoir recommencer entièrement leurs études. Par ailleurs, en raison de l'accès limité à des formations en français pour certaines professions réglementées en Ontario, comme celle de sage-femme, la reconnaissance accélérée des diplômes étrangers devient une solution incontournable. Il est primordial de collaborer avec les ordres professionnels pour élaborer des modèles d'obtention de licences plus équitables, permettant une meilleure intégration des personnes immigrantes formées à l'étranger, notamment des francophones. Cette démarche est indispensable pour garantir un accès élargi à des services en français pour la communauté de langue officielle en situation minoritaire et pour assurer la vitalité et la pérennité de cette dernière, particulièrement dans les secteurs les plus touchés par la pénurie de main-d'œuvre, tels que la santé, l'éducation, la petite enfance et l'administration publique.

Recommandation 10 : Allouer des fonds pour la création et la mise en œuvre d'évaluations compréhensives des compétences des professionnel.le.s formé.e-s à l'étranger, incluant sans s'y limiter des programmes passerelles courts permettant la reconnaissance rapide des diplômes étrangers et la mise à niveau des compétences dans les secteurs en pénurie, tels que la santé, l'éducation et la petite enfance.

Je vous remercie pour toute l'attention portée à ce mémoire. Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ou si vous avez des questions ou des commentaires, j'invite votre équipe à contacter la directrice des politiques et des relations gouvernementales de l'AFO, Sonia Behilil, par courriel à sbehilil@monassemblee.ca.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Le président,



Fabien Hébert

C.c. L'hon. Caroline Mulroney, Présidente du Conseil du Trésor, ministre des Affaires francophones

L'hon. Nolan Quinn, ministre des Collèges et Universités

L'hon. Sylvia Jones, Vice-première ministre, ministre de la Santé

L'hon. Natalia Kusendova-Bashta, ministre des Soins de longue durée

L'hon. David Piccini, ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences

L'hon. Jill Dunlop, ministre de l'Éducation

L'hon. Stan Cho, ministre du Tourisme, de la Culture et des Jeux

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est l'organisme rassembleur et la voix politique de la francophonie de l'Ontario.

C'est aussi

196 membres individuels;
128 membres associatifs; et
23 membres institutionnels.

Une communauté forte de 795 760 francophones vivant dans les quatre coins de la province de l'Ontario

Vision

Un Ontario français, uni dans sa diversité, solidaire dans ses actions et engagé collectivement afin d'assurer son mieux-être.

Conseil d'administration

L'AFO est dirigée par un conseil d'administration composé de 11 membres, soit une présidence (Fabien Hébert) et :

- 5 représentant.e.s des régions de l'Ontario (Centre : Mélinda Chartrand; Est : Marie-Claude Dicaire; Nord-Est : Marc Lavigne; Nord-Ouest : Réal Deschatelets; Sud-Ouest : Blandine Lesage)
- 1 représentant.e du groupe identitaire « Aîné(e)s et retraité(e)s » (Denise Lemire)
- 1 représentante du groupe identitaire « Femme » (Nicole Fortier Lévesque)
- 1 représentant.e du groupe identitaire « Jeunesse » (Mélina Leroux)
- 2 représentant.e.s de la communauté des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (MREF) (Luc Bonaventure Amoussou et David Mbaya Kabamba)

Nous joindre

Assemblée de la francophonie de l'Ontario
435, rue Donald, bureau 336
Ottawa (Ontario) K1K 4X5
Tél.: 613-744-6649 ou 1 866 596-4692

Ottawa, January 17, 2025

Hon. Peter Bethlenfalvy, M.P.P.

Minister of Finance

Ministry of Finance

Frost Building South

7 Queen's Park Crescent, 7th Floor

Toronto, Ontario M7A 1Y7

Subject: Brief on Pre-Budget Proposals from the Franco-Ontarian Community for the Ontario Government's 2025 Budget

Dear Minister,

On behalf of the Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) and the 795,760 Franco-Ontarians it represents, I am pleased to share with you ten recommendations in anticipation of the upcoming provincial budget. Franco-Ontarians contribute significantly to Ontario's economy across a wide range of sectors, including business, education, justice, arts, and culture, among others. We remain committed to playing a central role in the future of our province and our country for generations to come.

The recommendations included in this brief reflect the needs expressed by the Franco-Ontarian community. In June 2024, we conducted a survey in which 177 francophone leaders shared their priorities and concerns. The results highlighted issues shared with the broader Ontario population, but which also require a distinct francophone perspective. Through this submission, we aim to provide an overview of these priorities and propose potential solutions to better serve all Ontario residents.

This brief includes recommendations regarding health care, education, cultural centers, francophone media, and immigration.

Access to French Language Health Services

Survey respondents emphasized the importance of expanding access to French-language health services, including primary care, mental health and addiction services, long-term care, and home care. Targeted investments are necessary to improve the availability of these services. AFO proposes three recommendations to address these needs:

Pay Equity

Community organizations provide the majority of French-language health services in Ontario, yet their employees are paid, on average, 20% less than those in the school and hospital sectors for equivalent positions. Additionally, providing care within the community is significantly more cost-effective than in a hospital setting. This pay inequity creates severe challenges in recruitment and retention, driving many bilingual and francophone workers toward better-paying positions, which often lack French-language service offerings.

For a community already facing a shortage of qualified health workforth, this situation directly threatens access to French-language health services, which is essential for the health and well-being of Ontario's francophones. Pay equity is indispensable to protecting and developing French-language health services, a cornerstone for our community.

Recommendation 1: That the government ensure pay equity among French-language health service providers, whether they come from the community sector, the education sector, or the hospital sector, in order to support and stabilize the recruitment and retention of staff, and thereby ensure French-language health services.

Strategic Investment in French-Language Health Services

To ensure equitable access to direct French-language health services and provide Ontario's French-speaking communities with opportunities to receive care in their language of choice, it is crucial to invest strategically and decisively. This would bring the francophone community closer to achieving equitable access to care compared to the rest of the province.

We urge the government to draw on the [five recommendations from the 4th Day of Reflections on French-Language Health Care \(2024\)](#), developed by 115 sector leaders, with particular emphasis on Recommendation 2: access to interdisciplinary primary care for francophones.

Additionally, we recommend integrating the [Provincial Action Plan for French-Language Health Care, Education, and Research](#), submitted by Montfort Hospital. A provincial perspective should be adopted to select projects and align these choices with the strategic recommendations outlined in the report from the 4th Day of Reflections on French-Language Health Care. These initiatives provide a strong foundation to effectively meet the needs of francophones.

Recommendation 2: That the government rely on the five recommendations from the 4th Day of Reflections on French-Language Health Care (2024) as strategic directions for francophone communities and implement initiatives stemming from these recommendations, prioritizing access to interdisciplinary primary care in French (Recommendation 2). (Refer to this [report for the five recommendations](#).)

Recommendation 3: That the government adopt and implement the [Provincial Action Plan for French-Language Health Care, Education, and Research](#) submitted by Montfort Hospital on behalf of its partners. The government should ensure a provincial perspective and align project choices with the strategic recommendations identified in Recommendation 2.

Access to French-Language Education

French-Language Education

French-language education remains a crucial pillar in maintaining a sense of belonging, strengthening linguistic security, fostering identity formation, and supporting the growth of the French language and community connection. However, significant challenges persist in

French-language education, including a shortage of qualified teachers, underfunding of school transportation, the creation of new schools, and insufficient maintenance funding, among others.

Since the Ministry of Education revised the funding formula for school boards, these boards have faced critical needs in several areas. In 2024, AFO supported the school boards by submitting a letter to the Minister of Education highlighting gaps in school transportation funding. Changes to the funding formula and the eligibility criteria for transportation have disadvantaged many families. Therefore, we urge increased investment in school transportation without reducing funding for other educational needs highlighted in the briefs from the [Association Franco-Ontarienne des Conseils Scolaires Catholiques \(AFOCSC\)](#) and the one from [Association des Conseils Scolaires des Écoles Publiques de l'Ontario \(ACÉPO\)](#).

Recommendation 4 a:

That the government revise its funding formula to increase support for Francophone school boards in areas such as school transportation, teacher recruitment and retention, and capital investments. (See brief from [ACÉPO](#) and [AFOCSC](#))

Recommendation 4 b:

That the government increase teacher training program spaces in post-secondary institutions to address staff shortages, thereby facilitating the recruitment and retention of certified teachers. (See brief from [ACÉPO](#) and [AFOCSC](#))

Strengthening Francophone Postsecondary Institutions

French-language and bilingual postsecondary institutions in Ontario play a vital role in educating francophone learners in our province. They actively contribute to the social, cultural, economic, and intellectual development of Franco-Ontarian society. The programs they offer address labor market needs and fulfill obligations under Ontario's *French Language Services Act*. Due to designations provided by this Act, as well as the *Official Languages Act of Canada*,

Ontario's francophones have clear expectations regarding equitable access to programs and postsecondary spaces and infrastructure in French.

Moreover, these institutions play a key role in supporting francophone immigration in minority contexts by educating francophone international students, who, through their presence in our communities, strengthen the vitality of French Ontario. However, well-documented systemic underfunding disproportionately impacts these institutions, limiting their ability to meet the needs of the communities they serve. Ontario must allocate adequate and recurring funding to this sector to ensure the sustainability and accessibility of French-language postsecondary education.

University of Sudbury

In this regard, we recommend funding to enable the University of Sudbury to implement its new programming in partnership with the University of Ottawa by September 2025.

The francophone community in Northern Ontario and across the province continues to express unwavering support for the University of Sudbury (UdeS), demanding that it swiftly reestablishes its French-language programming and fulfill its designation pursuant to the *French Language Services Act*. As a century-old institution, UdeS began its governance transformation in 2021 to become a French-language university, guided by the principle of "By and For" francophone governance model.

The Franco-Ontarian community views this university as the only institution capable of effectively and respectfully modernizing the delivery of French-language postsecondary education in the Mid-North region.

In addition to its historical significance and strategic geographic location, the University of Sudbury holds a partial designation under Ontario Regulation 398/93. This designation requires it to provide public services in French, including undergraduate programs in French leading to a Bachelor of Arts degree.

Franco-Ontarian community leaders mandated the AFO during its 2024 Annual General Meeting (AGM) to continue advocating for funding to support the institution in its transformation.

We urge the Government of Ontario to allocate the necessary funding to support the University of Sudbury in delivering its programs and program options, tailored to meet the labor market needs. The timing is especially opportune, as this institution will host the 50th anniversary of the first raising of the Franco-Ontarian flag on its grounds.

Recommendation 5: That the Government of Ontario directly fund the University of Sudbury in the amount of 7.75\$ million annually, starting in the 2025-2026 fiscal year.

International Students

The imposition of a federal cap on the number of international students allowed to study in Ontario raises significant concerns for the Franco-Ontarian community, which welcomes a large number of these students each year. Postsecondary institutions, particularly colleges and universities in rural areas or those facing financial difficulties, rely heavily on the higher tuition fees paid by these students to balance their budgets. A reduction in the number of admissible international students could exacerbate financial pressures on these institutions, reducing their ability to maintain diverse academic offerings and high-quality services.

Additionally, there are clear impacts on local economies, particularly in northern regions where these students play a key role in supporting local businesses.

International students significantly contribute to the vitality of francophone communities in Ontario, particularly by enrolling in French-language programs and strengthening the bilingual workforce in sectors experiencing skilled labor shortages. A decrease in their presence undermines provincial efforts to address labor shortages and support francophone immigration. For francophone communities in particular, this could hinder the achievement of immigration goals and the maintenance of a cultural dynamic essential to their development.

Recommendation 6: That the provincial government provide additional financial support to postsecondary institutions to offset revenue losses and essential contributions associated with

the reduction in international student numbers, while supporting their capacity to maintain high-quality educational offerings and meet local needs, particularly within francophone communities.

Support for Cultural Distributors and Francophone Media

Théâtre français de Toronto

Our cultural centers are meeting points that nurture and strengthen identity within all aspects of our francophonie. They allow us to celebrate the richness of our language as a tool for culture, creativity, and exchange. The Théâtre français de Toronto (TfT) is no exception, and we wish to highlight the importance of its funding request to the province.

Despite nearly 60 years of success and its status as the largest francophone theater company outside Quebec, TfT still does not have a permanent venue. Furthermore, the spaces currently used for its performances face an uncertain future, as they are becoming less and less available and are not accessible to people with reduced mobility. Additionally, its office and studio spaces will need to find a new location by 2030 due to a real estate development planned by the current landlord.

To address these urgent needs, TfT is planning the construction of a permanent, modern, and innovative facility that will have positive impacts on the community. This ambitious project includes a state-of-the-art performance hall, a reception space, and administrative offices within a mixed-use complex that will also feature residential and commercial components, contributing to the vibrancy of the neighborhood. Located near a subway line and at the heart of Toronto's francophone zones, the project ensures optimal accessibility for both the public and artists.

We encourage the province to respond favorably to TfT's funding request, which represents only 20% of the project's cost. According to TfT, the province's contribution would significantly reduce or even eliminate the need for a mortgage. It is important to note that TfT has already secured financial support from the federal government, private sector backing, and anticipates funding

from the City of Toronto. This is a financially stable project with the potential to generate positive economic and social impacts.

Recommendation 7: That the government fund the Théâtre français de Toronto's \$3 million request for the construction of a new theater as part of a mixed-use project.

Francophone Community Media

Francophone community media play a vital role in the vibrancy of Ontario's francophone communities. They disseminate local news, foster civic engagement, and ensure that the Franco-Ontarian public stays informed and sees itself reflected in the stories they consume. However, these media outlets face growing challenges, including insufficient funding, competition from global digital platforms, and limited resources to innovate and adapt to new media realities.

To ensure their sustainability, it is crucial to establish expanded and tailored funding opportunities. This could include recurring operational grants to support their basic functioning, funds dedicated to the production of innovative and regional content, as well as programs to modernize their technological infrastructure. These measures would enhance their capacity to meet audience needs and maintain their role as vectors of social and linguistic cohesion.

Increased financial support for francophone community media would also help counter the erosion of media diversity and ensure that francophones have access to relevant, local information in French. By supporting these media outlets, the government reaffirms its commitment to the growth and development of francophone communities.

We recommend expanding existing programs, such as the Francophone Community Grants Program (FCGP), to include specific components dedicated to community media and creating new funding initiatives tailored to their challenges. Investing in these media outlets directly contributes to the vitality and resilience of Ontario's francophone communities. We encourage

the Ministry of Finance to collaborate with the Ministry of Francophone Affairs to determine the best way to consult and provide this support to francophone media.

Recommendation 8: That the government expand funding opportunities for francophone community media, either by increasing the funds available through the Francophone Community Grants Program (FCGP) and dedicating a portion to this sector or by creating a separate funding stream tailored to the current realities of media.

Francophone Immigration and Foreign Credential Recognition

Francophone Immigration

As highlighted in our [overview of labor shortages within Ontario's francophone community](#), immigration is a key solution for filling francophone and bilingual positions, particularly in the public sector, to ensure improved availability of French-language services in the province.

For the first time in 2022, the province exceeded its francophone immigration target of 5%. This was a promising development aligned with the francophone community's demands for immigration. However, after failing to meet its target in 2023, the province decided to lower its target for 2024, and we are still awaiting the results of the provincial immigration program.

Ontario must ensure that immigrants have access to the necessary support services to integrate effectively into our communities. It is equally important for the province to maintain its appeal to francophones by ensuring that French-language services are available throughout the province.

Recommendation 9: That the province request increased funding from the federal government during negotiations for the renewal of the Francophone Annex of the Canada-Ontario Immigration Agreement. These funds should enable the Ministry of Labour, Immigration, Training, and Skills Development to follow the recommendations of the Ontario Auditor

General regarding the Ontario Immigrant Nominee Program (OINP), exceed the current francophone immigration target, and reestablish a target of at least 5%.

Additionally, incorporate sectoral considerations (health, education, early childhood) into strategies to better align francophone immigration with regional labor market needs, particularly by facilitating the recognition of immigrants' credentials.

Recognition of Foreign Credentials

The shortage of francophone and bilingual workforce in key sectors such as early childhood education, education, and health professions is a major challenge in Ontario. To address this issue, it is essential to implement strategies that facilitate the upgrading and recognition of qualifications for immigrants with foreign credentials, particularly in regulated professions. These initiatives would quickly meet labor needs while valuing the skills acquired abroad.

Supporting short bridging programs, which include a realistic assessment of competencies, would allow candidates to complete only the missing modules required for equivalence with Ontario standards. This approach would significantly reduce delays and costs while facilitating rapid integration into the labor market.

In addition to being economically advantageous, this approach also addresses an equity issue by enabling these professionals to fully contribute to Ontario society without having to completely restart their studies. Furthermore, due to limited access to French-language training in some regulated professions in Ontario, such as midwifery, accelerated recognition of foreign credentials becomes an essential solution.

It is crucial to collaborate with professional regulatory bodies to develop more equitable licensing models that facilitate the integration of internationally trained professionals, particularly francophones. This effort is indispensable to ensure expanded access to French-language services for the official language minority community and to sustain the vitality and longevity of this community, particularly in sectors most affected by labor shortages, such as health care, education, early childhood sector, and public administration.

Recommendation 10: Allocate funding for the creation and implementation of comprehensive competency assessments for internationally trained professionals, including, but not limited to, short bridge programs that enable the rapid recognition of foreign credentials and skills upgrading in sectors experiencing shortages, such as health care, education, and early childhood education.

Thank you for the attention given to this brief. Should you require further information or have any questions or comments, I invite your team to contact AFO's Director of Policy and Government Relations, Sonia Behilil, via email at sbehilil@monassemblee.ca.

Yours sincerely,



Fabien Hébert

President

C.c.:

- Hon. Caroline Mulroney, President of the Treasury Board, Minister of Francophone Affairs
- Hon. Nolan Quinn, Minister of Colleges and Universities
- Hon. Sylvia Jones, Deputy Premier, Minister of Health
- Hon. Natalia Kusendova-Bashta, Minister of Long-Term Care
- Hon. David Piccini, Minister of Labour, Immigration, Training and Skills Development
- Hon. Jill Dunlop, Minister of Education
- Hon. Stan Cho, Minister of Tourism, Culture, and Sport

The Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO)

The Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) is the unifying body and political voice of Ontario's francophone community.

It represents:

- **196** individual members
- **128** associative members
- **23** institutional members

A strong community of **795,760 francophones** living in every corner of Ontario.

Vision

A French Ontario united in its diversity, supportive in its actions, and collectively engaged to ensure its well-being.

Board of Directors

The AFO is led by a Board of Directors composed of 11 members, including a president (**Fabien Hébert**) and:

- **5 regional representatives** (Centre: Mélinda Chartrand; East: Marie-Claude Dicaire; Northeast: Marc Lavigne; Northwest: Réal Deschatelets; Southwest: Blandine Lesage)
- **1 representative of the "Seniors and Retirees" identity group** (Denise Lemire)
- **1 representative of the "Women" identity group** (Nicole Fortier Lévesque)
- **1 representative of the "Youth" identity group** (Mélina Leroux)
- **2 representatives of the Francophone Racial and Ethnocultural Minorities Community (MREF)** (Luc Bonaventure Amoussou and David Mbaya Kabamba)

Contact Us

Assemblée de la francophonie de l'Ontario

435 Donald Street, Suite 336

Ottawa, Ontario, K1K 4X5

Phone: 613-744-6649 or 1-866-596-4692

